

**CONSEIL MUNICIPAL DE SAINTE-AULDE du 3 octobre 2014**

**PROCES VERBAL DE LA SEANCE**

L'an deux mil quatorze, le 3 octobre, à 20 h 00, le conseil municipal légalement convoqué, s'est réuni à la mairie, sous la présidence de Monsieur Gérard GEIST, maire.

**PRESENTS** : MM. BAHIN Martial, BENEY Jean-Marc, BOURGEADE Florence, BOYER Patricia, CLEMENT Eric, COTTRAY Brigitte, DE CAGNY Clémentine, GEIST Gérard, MAGUERESSE Nicole, PASCARD Evelyne, RIBET Dominique, TAUZY Philippe, THOMINET Francis, VIET Avelino, WONGERMEZ Claudine.

**SECRETAIRE DE SEANCE** : Nicole Magueresse.

Adoption à l'unanimité du compte rendu du conseil municipal du 4 juillet 2014.

**1. Convention du droit des sols avec la CCPF**

La convention du droit des sols signée en janvier 2013 avec la CCPF est arrivée à terme. Celle-ci gère pour la commune exclusivement les certificats d'urbanisme opérationnels.

La délégation de signature était elle aussi déléguée, afin de permettre de gagner du temps dans les courriers échangés avec les services extérieurs.

**Le conseil municipal, à l'unanimité, autorise le maire à renouveler la convention pour les seuls certificats d'urbanisme opérationnels, et donne l'autorisation à monsieur le maire de déléguer sa signature au responsable d'urbanisme de la CCPF pour l'accomplissement de ces missions.**

**2. Engagement du projet d'espace cinéraire**

Un projet de création d'un monument de 6 cases est à l'étude actuellement. Des devis sont en cours auprès de trois entreprises différentes intégrant la clôture, le jardin du souvenir et les plantations de haies. Tous les devis n'étant pas parvenus à temps, monsieur le maire propose de reporter ce point à un conseil municipal ultérieur.

**3. Subvention à l'APEM**

Depuis plusieurs années, pour la fête du 14 juillet, la commune sollicite l'harmonie musicale de l'APEM de Bézu-le-Guéry, afin d'animer les festivités.

Pour les remercier, il est de coutume d'allouer à l'association une subvention de 150 €.

**Le conseil municipal, à l'unanimité, décide de verser 150 € à l'APEM et dit que la somme sera imputée au budget à l'article 6574.**

**4. Taux de promotion pour les avancements de grade**

Les agents sont potentiellement éligibles à l'avancement de grade. Afin d'être applicable à tous les agents, il est recommandé de fixer à 100 % l'effectif potentiel du personnel concerné.

**Le conseil municipal autorise le maire à voter à 100 % le taux d'avancement de grade.**

**5. Création d'un poste d'adjoint administratif 1<sup>ère</sup> classe**

L'adjointe administrative de 2<sup>ème</sup> classe actuellement en poste, peut prétendre à passer adjointe administrative 1<sup>ère</sup> classe.

Pour ce faire, monsieur le maire propose de créer le poste correspondant afin qu'elle puisse être nommée dans ce grade.

**Le conseil municipal à l'unanimité, approuve la proposition et autorise monsieur le maire à créer le poste.**

**Questions diverses :**

a. Dossier voirie et bâtiments publics

1. Mur de la mairie : Effondré en juillet 2013 à la suite d'un orage violent, de nombreux devis ont été depuis à l'étude et des négociations ont été menées pour obtenir un soutien financier au département et pour consulter les assurances. L'entreprise Lucas a finalement été retenue au regard des garanties techniques qu'elle offre et devrait commencer les travaux à la mi- octobre.

2. Accessibilité aux bâtiments publics pour les personnes handicapées à mobilité réduite : initialement les travaux à effectuer pour rendre accessibles tous les bâtiments ou entreprises étaient fixés à 2015. Un report d'échéance prévoit qu'il est obligatoire de présenter un calendrier de travaux en 2015 afin qu'ils soient effectués ultérieurement.
3. Lavoir de Moitiébard : compte tenu des devis de restauration (30 000 €), il a été décidé lors de la commission voirie d'effectuer le minimum, à savoir la conservation du bassin et de chapeauter le mur.
4. Voirie de la rue des Vernets : elle se dégrade régulièrement. Une étude approfondie relayée par un cabinet spécialisé doit être engagée.
5. Renouvellement du contrat éclairage public :  
Un point détaillé est fait sur l'état du réseau d'éclairage public de la commune : (117 foyers lumineux et sept armoires).  
Après renégociation du contrat d'entretien, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015, celui-ci sera confié à l'entreprise TPSM, la mieux placée en termes de prix et de rapidité d'intervention.  
Parallèlement, une étude de rénovation progressive de nos équipements est engagée en intégrant la technologie Led, apportant performance d'éclairage supérieure pour une consommation moindre, ainsi qu'une durée de vie accrue. Contact est pris avec le SDESM, syndicat des énergies de Seine-et-Marne pour solliciter une subvention.
6. Commission de sécurité salle associative  
La commission de sécurité qui s'est réunie le 19 septembre au Sdis concernant la salle associative a donné lieu à un avis favorable mais également à un reclassement de tout le bâtiment mairie en 4<sup>ème</sup> catégorie, alors que la seule salle associative était classée dans cette catégorie, les étages supérieurs étant depuis l'origine en 5<sup>ème</sup> catégorie, non soumis à la visite quinquennale.
- b. Brûlage des végétaux : Le brûlage des végétaux était interdit du 15 mai au 30 octobre par un arrêté municipal. A compter du 1<sup>er</sup> Janvier 2015, la préfecture interdit tout feu en Ile-de-France chez les particuliers. L'arrêté municipal du 21 avril 2009 devient donc caduc. La réglementation est plus souple pour les déchets provenant d'une activité agricole, ceux-ci n'étant pas soumis au règlement sanitaire départemental.  
Le maire propose d'essayer d'obtenir une dérogation en faisant valoir que la commune est en zone très rurale et ne peut financièrement organiser le ramassage des déchets verts et que la déchetterie la plus proche se situe à plus de 5 kms. En outre, celle-ci est payante à partir d'un certain nombre de m3.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, le conseil municipal est clos à 22 h 10.

Gérard GEIST, maire